

2025 022

	Nombre de membres	
afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la délibération
15	14	13 (dont 3 pouvoirs)

Le sept novembre deux mil vingt-cinq à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, en mairie, sous la présidence de Luc EVERAERE, Maire,

Présents : L. EVERAERE, D. DEWYNTER, P. LICOUR, K. NEFFE, C. BECK, A. DEBRUYNE, F. DEKEISTER, B. FOULON, A. IOOS, V. POLLET ;

Excusé(s) : G. LANGLOIS, qui a donné pouvoir à C. BECK, L. BOUCKAERT, qui a donné pouvoir à A. IOOS, JC. PONSIN, qui a donné pouvoir à D. DEWYNTER, P. NOVELLE.

Secrétaire de séance : K. NEFFE

Date de la Convocation : 30/10/2025

Date d’Affichage : 30/10/2025

Objet de la Délibération : Incorporation dans le domaine communal d'un bien vacant sans maître

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.1123-1 et L.1123-2 ;

VU le code civil, et notamment l'article 713 ;

VU l'enquête préalable effectuée par la commune, et notamment auprès du service de la publicité foncière de Dunkerque le 5 novembre 2025.

Monsieur le maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et de la procédure permettant l'acquisition de ces biens.

Il expose que la parcelle ZO 58, contenance de 460m², est réputée appartenir à M DERUYNE Charles dont il n'existe aucune donnée relative à son état civil.

Il a par ailleurs obtenu des services cadastraux l'assurance que le dernier propriétaire est bien M DERUYNE Charles.

L'ensemble des démarches nécessaires pour rechercher les propriétaires réels ou présumés de la parcelle se sont révélées infructueuses. Le service de publicité foncière a précisé qu'il n'y a eu aucun changement foncier depuis 1956 et qu'en 1983, lors du remembrement, le géomètre a précisé que le propriétaire n'était pas identifiable.

Les services du Domaine ont par ailleurs confirmé que l'État n'est pas entré en possession de ce bien ; que cet immeuble revient de plein droit à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Monsieur le maire propose ainsi à l'assemblée de constater que la parcelle section ZO, n°58, contenance 460m², rempli les conditions prévues par les textes susvisés, d'en décider l'incorporation dans le domaine communal et d'exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'INCORPORER dans le domaine privé la parcelle section ZO, n°58, contenance 460m²;
- D'AUTORISER Monsieur le maire à prendre toutes les mesures nécessaires et à signer tous les actes relatifs à cette acquisition ;
- DE PRÉCISER que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de publicité collective et de notification individuelle.

Fait et délibéré en séance les jour, mois, an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,

Luc EVERAERE

Le Maire,

Luc EVERAERE

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Sous Préfecture

le : 17/11/2025

et publication ou notification

du : 17/11/2025

Vu le secrétaire de séance,

Le 17/11/2025